

disaient aussi que pour eux le socialisme était la réalisation de la démocratie. Le deuxième texte est celui de la déclaration commune publiée le 3 mars 1977 à la suite de la rencontre des secrétaires généraux des trois partis communistes d'Espagne, d'Italie et de France. Les trois partis y proclament leur volonté de «réaliser le plus large accord des forces politiques et sociales prêtes à contribuer à une politique de progrès et de renouveau». Fait encore plus intéressant, ces partis expliquent leur conception d'un «socialisme dans la démocratie et la liberté». En effet, si la stratégie de la voie démocratique au socialisme n'avait rien de très original par rapport à la voie parlementaire pratiquée en 1944 - 1947 et recommandée de nouveau par le mouvement communiste international dès le XX^e congrès du parti communiste soviétique en 1956, la déclaration des trois partis apporte des précisions sur ce que serait la réalisation du socialisme une fois les partis au pouvoir. Dans ce texte donc, les trois partis déclarent sans ambage vouloir «agir pour la construction d'une société nouvelle dans la pluralité des forces politiques et sociales, dans le respect, la garantie et le développement de toutes les libertés collectives et individuelles». Le troisième texte, est l'ouvrage de Santiago Carrillo *L'eurocommunisme et l'État*. Il est très important surtout parce qu'il présente d'une manière systématique les notions formulées déjà à diverses occasions, notamment sur la question de la «voie démocratique vers le socialisme» et de la réalisation de ce «socialisme dans la liberté et la démocratie».

Même les affirmations d'une volonté de construire le socialisme en garantissant les libertés les plus diverses n'a pas ébranlé la méfiance des dirigeants du parti socialiste ouvrier espagnol - et notamment celle de son secrétaire général, Felipe Gonzales. Il y a des raisons à cela. Premièrement, le fait de garantir des droits sur le papier, n'a qu'une valeur toute relative: la Constitution soviétique de 1936 sur ce point était la plus démocratique du monde. Deuxièmement, tout en affichant une volonté démocratique sans faille pour le régime futur d'un État dont il n'est aujourd'hui qu'une force mineure de l'opposition, le parti communiste a un fonctionnement interne tout à fait oligarchique voire monarchique. Santiago Carrillo a, d'ailleurs, réaffirmé à de nombreuses reprises, son attachement au «centralisme démocratique», ce mode de fonctionnement des partis communistes qui empêche tout débat démocratique, réduit à l'impuissance toute minorité opposée aux idées de la direction du parti et que, par dérision mais avec justesse, des observateurs ironiques ont rebaptisé «centralisme bureaucratique».

Italie:

Dès son retour en Italie en avril 1944, le chef du parti communiste italien (PCI), Palmiro Togliatti, a esquissé ce qu'il appelait déjà la «via italiana al socialismo». Cette nouvelle

ère du communisme italien supposait une plus grande intégration au système politique du pays et la restructuration du parti pour en faire un véritable parti de masses. Malgré l'exclusion du PCI du gouvernement en 1947, ces deux principes ont continué de guider l'action des communistes qui ont participé beaucoup plus positivement que leurs homologues français à toutes les institutions politiques dont ils étaient membres.

En réalité, on peut faire remonter la conception italienne du pouvoir au grand théoricien du communisme italien, Antonio Gramsci, mort dans une prison fasciste en 1937. Selon Gramsci, les conditions dans lesquelles le socialisme a été instauré en Russie tsariste étaient fort différentes de la situation italienne caractérisée par l'existence d'un État relativement fort et d'une société civile bien ancrée qui exigeait de la part de la classe ouvrière une guerre de position de longue haleine plutôt qu'une guerre de mouvement rapide semblable à celle de la révolution d'octobre. L'objectif à long terme de la classe ouvrière devrait donc consister à remplacer l'hégémonie des classes dominantes sur la société italienne par la sienne.

Dans sa version de la notion d'«hégémonie», concept-clef de la pensée gramscienne, le parti communiste italien a pratiqué ce que Sydney Tarrow a qualifié de «stratégie de la présence». Cela veut dire que, même si les communistes se trouvent dans l'opposition au parlement de Rome, ils ne comptent pas se priver de la possibilité que leur accorde la Constitution pour participer à l'exercice du pouvoir au niveau municipal, provincial et régional. La conséquence concrète de cette politique signifie que les communistes se trouvent un peu partout à travers l'Italie et qu'ils exercent déjà une véritable hégémonie dans la «ceinture rouge» que constituent les régions de l'Emilie-Romagne et la Toscane.

Pendant les années cinquante et soixante, le PCI réclamait périodiquement de participer au pouvoir, mais cette revendication n'a jamais été vraiment prise au sérieux. Durant les années soixante, le débat à propos de la stratégie du parti prenait un ton plus urgent. Deux thèses principales s'opposaient: celle de Giorgio Amendola qui préconisait une voie parlementaire fondée sur l'union des partis de gauche et celle qu'incarnait Pietro Ingrao prônant une action unitaire à la base qui rassemblerait les forces de gauche, y compris les démocrates chrétiens de gauche.

En 1972, le nouveau leader du parti, Enrico Berlinguer, a proposé au XIII^e Congrès du PCI ce que l'on pourrait appeler un compromis bureaucratique entre les deux positions, en déclarant qu'un «tournant démocratique» s'imposait dans la vie politique italienne. Ce tournant démocratique exigeait la «collaboration entre les grands courants populaires: communiste, socialiste, catholique». Le coup d'État des généraux chiliens qui a renversé le gouvernement de Salvador Allende en septembre 1973 a servi